

International

LE MAROC, UNE ÎLE ? DE LA « MEILLEURE CAN DE L'HISTOIRE » À LA TENTATION INSULAIRE, RETOUR SUR UNE COMPÉTITION PIÉGÉE

Houssam Hatim

09/02/2026

Organisée au Maroc, la Coupe d'Afrique des nations 2025 devait consacrer une trajectoire de montée en puissance sportive, économique et diplomatique. Saluée comme « la meilleure CAN de l'histoire », la compétition a pourtant laissé place, après une finale sous tension, à un malaise symbolique inattendu dans l'espace public marocain. Entre bataille des récits, sentiment d'injustice et résurgence du lexique de l'isolement, Houssam Hatim, ancien journaliste au Maroc, montre que cette séquence éclaire les fragilités narratives d'un pays pourtant profondément engagé sur le continent.

Le Maroc est-il une île ? En 1998, l'historien marocain Abdallah Laroui formule ce constat : « Le Maroc est une île [...] notre destin est d'être une île et nous devons nous comporter comme une population insulaire ». Pour l'auteur de *L'Histoire du Maghreb*¹, il s'agit d'une réflexion historique sur la singularité marocaine, façonnée par une géographie spécifique, des frontières durablement contraintes et une trajectoire politique souvent pensée à distance des grands ensembles régionaux. Rien n'indiquait alors que cette formule, énoncée dans un cadre analytique précis, serait appelée à circuler bien au-delà de son intention initiale.

Pourtant, la phrase s'est progressivement détachée de son socle intellectuel pour s'installer durablement dans le débat public marocain. Diplomatie, identité nationale, rapport au voisinage : l'expression est régulièrement convoquée, dans les médias comme sur les réseaux sociaux, pour tantôt célébrer une « exception marocaine », tantôt exprimer un sentiment d'isolement, d'incompréhension ou de décalage, notamment lors de séquences de tension ou de crise. Peu importe, dès lors, que son auteur ait par la suite **nuancé son propos**, en précisant que « notre pays

n'est pas une île » et que la société marocaine est devenue « tellement poreuse » : la formule a survécu à ces précisions et s'est imposée comme un raccourci commode mobilisé à outrance.

La Coupe d'Afrique des nations (CAN), organisée au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, n'a pas échappé à cette dynamique. À l'issue d'une finale controversée, dont les images et les commentaires ont largement circulé bien au-delà du continent, la rhétorique insulaire a resurgi dans l'espace public, réactivant l'idée d'un pays seul face au reste du continent, d'un Maroc, le temps d'une séquence, comme une île.

« La meilleure CAN de l'histoire »

Une île, le Maroc l'est-il pour autant ? À la lumière des images de la CAN 2025, la question paraît presque saugrenue. Pendant plusieurs semaines, le royaume a donné à voir une réalité éloignée de toute logique de repli. Dans les stades, dans les *fanzones* comme dans les centres-villes, la compétition s'est imposée comme un rendez-vous populaire à l'échelle continentale. L'affluence constante dans les tribunes, la diversité des publics, la visibilité des langues, des drapeaux et des cultures africaines ont nourri l'image d'une CAN vécue comme un moment de partage.

Même l'accueil réservé aux supporters algériens, redouté par une partie de la presse étrangère compte tenu du contexte diplomatique entre les deux pays, a surpris par sa tonalité festive. Autour des stades, le slogan « l'Algérie et le Maroc, *khawa khawa* » (des frères), scandé à plusieurs reprises, s'est imposé comme l'un des marqueurs de l'entame de la compétition. *Le Point* a d'ailleurs décrit une ambiance qui « raconte une autre réalité² », soulignant le contraste avec les discours hostiles observés sur les réseaux sociaux.

Ce climat, largement relayé par les images, a contribué à asseoir la reconnaissance internationale de l'événement. Le président de la Confédération africaine de football, Patrice Motsepe, a qualifié l'édition marocaine de « meilleure CAN de l'histoire », saluant « un niveau d'organisation jamais atteint sur le continent ». Le président de la Fifa, Gianni Infantino, a évoqué de son côté un « tournoi fantastique », rendant hommage à un « hôte exceptionnel, à la hauteur des standards mondiaux ».

Le Maroc pouvait se réjouir de ces éloges, tant le royaume, comme le souligne Jean-Baptiste Guégan, expert de la géopolitique du sport, « utilise le sport, et en particulier le football, comme un vecteur de développement³ », combinant enjeux d'infrastructures, d'organisation et d'image. Depuis une quinzaine d'années, le football est devenu un outil structurant de l'action publique, voulu au plus haut niveau de l'État. Au-delà du *soft power*⁴, il renvoie aussi, selon Guégan, à une forme de

*hard power*⁵ : maîtrise des normes, gestion de dispositifs sécuritaires complexes, respect de calendriers contraints. La CAN 2025 s'inscrivait ainsi explicitement comme une « répétition grandeur nature » de la Coupe du monde 2030, que le Maroc organisera avec l'Espagne et le Portugal.

Les chiffres sont venus étayer cette ambition. Avec plus de 1,25 million de billets écoulés, la CAN 2025 a établi un record d'affluence pour une compétition continentale. Les recettes directes sont estimées à environ 1,5 milliard d'euros. L'investissement consenti par le Maroc, entre 2 et 2,3 milliards d'euros, a permis la construction ou la réhabilitation de neuf stades, ainsi que la mise à niveau des réseaux de transport, des aéroports et des dispositifs de sécurité. Selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, près de 80% des infrastructures nécessaires à l'organisation du Mondial 2030 sont déjà en place⁶. « Nous avons gagné une décennie de développement en vingt-quatre mois », a-t-il résumé.

Les retombées économiques s'inscrivent dans le même registre : une croissance estimée entre 4 et 4,5% en 2025, plus de 100 000 emplois créés, et 600 000 à 700 000 visiteurs supplémentaires venus spécifiquement pour le tournoi. L'audience cumulée, soit environ deux milliards de téléspectateurs, a renforcé la visibilité internationale du royaume à un coût maîtrisé. À ce stade, le bilan apparaissait sans équivoque. Sportivement, économiquement et organisationnellement, la CAN 2025 avait atteint, voire dépassé, les objectifs fixés. Elle projetait l'image d'un Maroc attractif, pleinement inscrit dans son environnement africain et prêt à accueillir le monde. Rien, dans cette séquence, ne semblait confirmer l'idée d'un pays refermé sur lui-même.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'autre terrain : la bataille du récit

Mais si la CAN 2025 s'est jouée sur neuf stades répartis à travers le pays, un autre terrain s'est imposé en parallèle, moins tangible et plus difficile à circonscrire : celui du récit. Un espace sans pelouse ni tribunes, mais saturé de commentaires, d'images isolées, d'interprétations concurrentes et de soupçons latents. Dès les premières rencontres, un climat de défiance

commence à se former autour de la compétition. Rien d'exceptionnel, en apparence, tant les pays hôtes des grandes compétitions footballistiques sont coutumiers de ce type de soupçons, souvent nourris par la frustration sportive et la défiance envers l'arbitrage.

Dans le cas marocain, les accusations portent alors sur un arbitrage jugé favorable, des décisions techniques contestées ou encore le statut du pays hôte au sein des instances continentales à même de préfigurer l'issue de la compétition. Mais, à mesure que les matchs s'enchaînent, ces interrogations cessent d'être périphériques. Elles se répètent, circulent, se renforcent mutuellement, jusqu'à former un récit structuré : celui d'une CAN biaisée, orientée, voire « jouée d'avance » au profit du Maroc.

Ce récit ne s'est pas cantonné aux réseaux sociaux, où il aurait pu rester enfermé dans une logique émotionnelle et virale. Il gagne progressivement en consistance à mesure que des acteurs perçus comme légitimes (entraîneurs, joueurs, mais aussi journalistes) reprennent à leur compte certaines insinuations. « Quand des figures d'autorité amplifient la désinformation, le poison se propage plus vite et plus profondément », observe Ali Moutaïb, expert en intelligence économique et ancien directeur de l'antenne marocaine de l'École de guerre économique dans les colonnes de *TelQuel*.

En l'absence de preuves tangibles, la narration s'impose par accumulation. Une séquence arbitrale isolée est interprétée comme l'indice d'un favoritisme structurel ; un commentaire émis par un journaliste sportif d'un grand média français devient, par effet de reprise, la confirmation d'une compétition jouée à l'avance. Plusieurs prises de position recensées sur les réseaux sociaux, notamment en provenance de journalistes, illustrent ce mécanisme de « biais de confirmation », analysé par Mohamed Ezzouak, directeur de publication du média *Yabiladi*, dans [une publication dédiée](#).

Cette dynamique trouve un terrain d'expression particulièrement propice dans la nature même de la Coupe d'Afrique des nations. Pour Jean-Baptiste Guégan, la CAN dépasse largement le cadre sportif pour constituer une « photographie des rivalités régionales », faisant « ressurgir des tensions entre pays et des dynamiques de domination, notamment entre l'Afrique du Nord et le sud du continent⁷ ». Ali Moutaïb abonde : « Un événement sportif de l'ampleur de la CAN devient un objet stratégique dès lors qu'il cesse d'être une simple compétition pour devenir un terrain de projection de puissance. Le sport est aujourd'hui une arène où se mesurent les ambitions géopolitiques⁸ ».

Dans ce contexte, le Maroc concentre plusieurs lignes de friction. Pays hôte, favori sportif depuis sa demi-finale en Coupe du monde 2022, mais aussi acteur diplomatique de plus en plus visible et

affirmé sur le continent, il se retrouve exposé à une double lecture : celle d'une réussite assumée, saluée pour son organisation et sa montée en gamme d'un côté ; de l'autre, celle d'une puissance devenue suspecte, dont la visibilité même alimente la défiance.

Cette fragilité narrative est d'autant plus marquante que jamais la CAN n'a bénéficié d'une telle exposition médiatique, avec des milliers de journalistes accrédités, des audiences record, une viralité inédite sur les plateformes numériques. Pourtant, malgré cet investissement massif dans la visibilité, le Maroc peine à imposer son propre récit. La communication institutionnelle valorise l'organisation, les infrastructures et la fête populaire. Face à une narration adverse plus émotionnelle, plus offensive, cette parole apparaît souvent en retrait, parfois inaudible.

Lorsque la finale oppose le Maroc au Sénégal à Rabat, ce climat pèse déjà lourdement sur la rencontre. Le penalty sifflé en faveur des Lions de l'Atlas agit comme un déclencheur. La contestation est immédiate. Le match est interrompu de longues minutes. Des scènes de confusion éclatent sur la pelouse et autour des bancs de touche, tandis que les tribunes s'échauffent. La tension déborde du cadre strictement sportif. La rencontre reprend finalement dans une atmosphère électrique et s'achève par la victoire sénégalaise à l'issue de la prolongation.

Ce qui devait être l'apothéose sportive d'un mois de compétition devient alors le point de condensation d'un climat installé bien en amont. Le déroulement de cette finale apparaît comme la manifestation visible d'un récit déjà structuré, nourri par des semaines de soupçons, d'accusations répétées et de défiance progressivement normalisée. La violence observée ce soir-là, sur le terrain comme dans les tribunes, prolonge une bataille symbolique engagée bien avant le coup d'envoi.

De la fierté à l'amertume : le choc symbolique de la finale

Cette finale de la CAN 2025 est finalement entrée dans l'histoire de la compétition, mais pas pour les raisons que Rabat espérait. Le récit de la rencontre déborde le cadre strictement sportif pour s'imposer comme un événement médiatique global. Dans la presse internationale, les qualificatifs sont durs, parfois définitifs. On parle d'« enfer de Rabat », de « scènes écœurantes », de « victoire par chaos ». La finale est décrite comme un match « hors normes », « lunaire », « surréaliste »⁹, dont l'image restera associée à la confusion ayant envahi la pelouse et les tribunes.

Cette lecture est largement reprise dans les médias européens. L'accent est mis sur la gestion arbitrale, la perte de contrôle émotionnel et institutionnel, et sur la manière dont le match a basculé dans un autre registre que celui du football. Plusieurs titres soulignent que « le jeu est passé au second plan », que la finale s'est transformée en « cas d'école » médiatique et que l'image

du football africain s'en trouve, une fois encore, fragilisée.

Du côté de la presse africaine, les analyses sont plus contrastées. Au Sénégal, la victoire est naturellement célébrée sur un registre héroïque, parfois détaché des incidents, mettant en avant la résilience et la force mentale d'une équipe sacrée dans l'adversité. Dans plusieurs médias panafricains et anglophones, l'accent est mis sur la rupture du scénario sportif, sur ce moment précis où la finale quitte le terrain du jeu pour entrer dans une zone de tension extrême, inédite à ce niveau de compétition¹⁰.

La presse algérienne adopte, quant à elle, un ton nettement plus frontal. Certains titres évoquent une « justice divine » en référence à l'issue du match, une finale « jouée d'avance », voire des « arrangements en coulisses »¹¹. La défaite du Maroc y est même célébrée dans certains titres, tranchant avec l'esprit « khawa khawa » prédominant entre supporters à l'entame de la compétition. Cette lecture, très politisée, s'inscrit dans un continuum narratif déjà observé tout au long de la compétition et contribue à figer la finale comme l'aboutissement d'un soupçon ancien plutôt que comme un simple match perdu.

Au Maroc, la presse nationale se fait l'écho d'un sentiment plus complexe, mêlant fierté et désillusion. *TelQuel* parle d'un « scénario cauchemar » et pose une question qui dépasse largement le cadre sportif : « **Pourquoi on nous déteste ?** ». *Le Desk* va plus loin encore, en s'interrogeant sur le sens même de l'investissement marocain dans le football continental : « **Le Maroc doit-il encore se sacrifier pour le football africain ?** ». Ces interrogations traduisent un profond malaise face au décalage entre l'effort consenti et la reconnaissance perçue.

Ce choc symbolique trouve son prolongement dans l'espace public marocain, en particulier sur les réseaux sociaux. Il s'exprime d'abord sous la forme d'une amertume largement partagée : celle d'avoir organisé une compétition continentale saluée pour ses standards, pour se retrouver, au terme du parcours, au centre d'un procès symbolique. L'idée d'ingratitude revient de manière récurrente, nourrie par le contraste entre la vitrine offerte et l'image renvoyée.

De ce ressentiment émergent alors deux expressions distinctes. La première expression, la plus visible et la plus problématique, s'est traduite par des propos et des comportements racistes visant des supporters ou des ressortissants des pays africains subsahariens. Ces dérives doivent être condamnées inconditionnellement, tant elles participent à une rhétorique xénophobe, qui trahit les valeurs mêmes que la CAN, organisée au Maroc, prétendait incarner et célébrer.

« Le Maroc est une île » : la tentation insulaire

La seconde expression née de la séquence post-CAN ne prend pas la forme d'un rejet explicite ou d'un débordement spectaculaire. Elle se manifeste par le retour du lexique insulaire dans le débat public marocain, cristallisé autour de la formule d'Abdallah Laroui : « le Maroc est une île ». Au lendemain de la finale de la CAN 2025, cette référence ressurgit avec insistance dans les tribunes, les chroniques et les échanges sur les réseaux sociaux, parfois accompagnée de cartes symboliques retranchant le Maroc de son environnement régional.

« Le dénouement de la finale a activé le débat autour de l'usage de cette notion et de son interprétation parfois abusive dans ce contexte », écrit la sociologue Leila Bouasria. « Peut-être que ceux qui la mobilisent cherchent surtout à exprimer ce sentiment insulaire d'être seul au monde, incompris, et à dire que plus le cercle se resserre, plus l'île devient petite¹² ».

Ce retour s'opère sans véritable réexamen de la pensée d'Abdallah Laroui ni réinscription de la formule dans son cadre historique et intellectuel d'origine. Il procède davantage d'un réflexe émotionnel, fragmenté, souvent détaché de toute contextualisation. La phrase circule comme un raccourci explicatif, parce qu'elle permet de mettre des mots simples sur un malaise complexe : celui d'un pays qui a beaucoup investi, beaucoup donné, et qui éprouve le sentiment de ne pas être reconnu à la hauteur de ses efforts.

Plusieurs observateurs ont souligné ce glissement. Dans *Hespress*, il est rappelé que la réflexion de Laroui sur l'insularité n'a jamais constitué un appel à l'enfermement, encore moins une justification du rejet de l'autre, africain ou arabe. L'historien écrivait à distance de l'événement immédiat, pour interroger des contraintes géographiques, politiques et historiques pesant sur la trajectoire marocaine. Extraite de ce cadre, la formule perd sa densité analytique pour devenir un slogan mobilisé au gré des émotions du moment.

C'est précisément cette transformation que pointe Younes Maskine, cofondateur et éditorialiste du média *Sawt Al Maghrib*. « Nous n'avons pas relu Laroui, nous l'avons convoqué par paresse », écrit-il. La formule est saisie dans la colère, portée par la frustration, s'érigeant comme réflexe défensif, alors même que Laroui n'a jamais été un penseur de l'isolationnisme.

Ce paradoxe traverse plus largement le champ médiatique marocain. *Sawt Al Maghrib* insiste sur un point central : « nous avons invoqué l'île au moment même où nous découvrons que nous ne l'étions pas ». C'est un fait, la CAN 2025 a exposé le Maroc à une visibilité continentale et internationale inédite, bien plus qu'elle ne l'a isolé. L'insularité évoquée dans le débat public relève

ainsi d'une réaction discursive face à une hyper-exposition mal maîtrisée sur le terrain du récit.

Toujours est-il que ce moment de crispation, de repli et parfois de rejet observé dans une partie de l'opinion marocaine au lendemain de la finale ne saurait, à lui seul, résumer le rapport du Maroc à l'Afrique. Il dit quelque chose d'un choc émotionnel, d'une blessure symbolique, d'un désenchantement brutal. Plus profondément, comprendre le rapport des Marocains au continent africain fait de proximités historiques, de solidarités anciennes, mais aussi de malentendus, de hiérarchies intériorisées et de discontinuités mémorielles appellerait un travail sociologique et historique à part entière, bien au-delà du seul cadre de l'événement sportif.

Le Maroc n'est pas une île : la constance africaine du royaume

Pour autant, ce moment de crispation observé dans une partie du débat public marocain ne saurait être confondu avec la trajectoire suivie par le royaume depuis plus de deux décennies. Car si la séquence post-CAN a vu ressurgir un imaginaire de l'isolement, elle entre en décalage avec une réalité politique, diplomatique et stratégique solidement établie : l'ancrage africain du Maroc constitue aujourd'hui l'un des piliers les plus constants de son action extérieure.

Cette orientation s'inscrit dans une vision construite dans le temps long, portée au plus haut niveau de l'État depuis l'accession au trône de Mohammed VI. Le retour du Maroc au sein de l'Union africaine, début 2017, en constitue le point de bascule le plus visible. Trente-trois ans après son retrait, le royaume réintègre l'organisation continentale en assumant pleinement la charge symbolique de ce geste. « L'Afrique est Mon Continent, et Ma maison... Je rentre enfin chez Moi », **déclarait alors le souverain** à Addis-Abeba.

Le retour s'inscrivait dans un cadre doctrinal précis. Le roi Mohammed VI y défendait l'idée d'un continent appelé à reprendre la maîtrise de son destin, rappelant que « les richesses de l'Afrique doivent d'abord profiter à l'Afrique ». Quelques mois plus tard, dans son discours du 20 août 2017, il levait toute ambiguïté sur la nature de ce tournant : « Le choix du Maroc de se tourner vers l'Afrique n'a pas été le fruit d'une décision fortuite. Il n'a pas été non plus dicté par des calculs conjoncturels ou des supputations éphémères. Il est plutôt le gage de notre fidélité à cette histoire commune, et l'expression d'une foi sincère dans la communauté de destin qui nous rassemble ».

Cette orientation africaine s'est traduite par une diplomatie active, continue et méthodiquement structurée. Le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, le rappelle régulièrement : l'Afrique n'est pas pour le Maroc un simple espace de projection diplomatique, mais un cadre d'appartenance géographique, historique et politique. Cette conviction irrigue une politique qui

articule sécurité, développement et coopération humaine, et se décline à travers des instruments concrets : annulations de dettes, suppression de droits de douane pour les pays les moins avancés, partenariats énergétiques, initiatives climatiques, projets structurants comme le gazoduc Nigéria-Maroc ou l'Initiative atlantique à destination des pays du Sahel.

L'ampleur de cet engagement est également soulignée par l'ambassadrice du Maroc en France, Samira Sitaïl, qui rappelle que l'action africaine du royaume s'est incarnée dans plus d'une cinquantaine de visites royales officielles sur le continent et la signature d'environ 1500 accords de coopération. Cette diplomatie vise à inscrire le Maroc dans une dynamique collective. « Le destin national est indissociable du destin continental », **résume-t-elle**, soulignant que le développement du royaume est pensé en interaction avec celui de ses partenaires africains.

Les travaux de Yousra Abourabi, professeure de science politique à l'Université internationale de Rabat, apportent un éclairage complémentaire à cette lecture¹³. Elle décrit la politique africaine du Maroc depuis 1999 comme une véritable « identité de rôle », fondée sur une diplomatie bilatérale dense, une coopération Sud-Sud assumée et une projection de puissance tempérée par la recherche d'équilibres. Une stratégie qui a permis au royaume de redéfinir sa place sur le continent sans rompre avec une certaine grammaire de la modération.

C'est dans ce cadre qu'il convient de lire le **communiqué du cabinet royal** publié quelques jours après la finale de la CAN. Le texte ne nie ni les tensions ni les incidents survenus lors des dernières minutes du match, qualifiés d'« épisode malheureux », et reconnaît explicitement l'émotion qu'ils ont suscitée. Mais il s'attache surtout à en circonscrire la portée, en appelant à ne pas confondre l'intensité d'un moment sportif avec le sens profond de l'engagement marocain sur le continent. « Une fois la passion retombée, souligne le communiqué, la fraternité interafricaine reprendra naturellement le dessus », rappelant que « la réussite du Maroc s'inscrit dans celle de l'Afrique tout entière ». Le texte insiste enfin sur l'appartenance pleine et entière du royaume à son environnement continental, évoquant une histoire, des solidarités et un destin partagés, pour conclure sans ambiguïté : « Le Royaume du Maroc est et restera un grand pays africain, fidèle à l'esprit de fraternité, de solidarité et de respect qu'il a toujours cultivé à l'égard de son Continent. » Comprendre : le Maroc n'est pas une île.

1. Abdallah Laroui, *L'Histoire du Maghreb*, Paris, Gallimard, 1970.

2. Yasmine Tijani, « CAN 2025 : à Rabat, la fraternité maroco-algérienne défie le gel diplomatique », *Le Point*, 27 décembre 2025.

3. Lhadi Messaouden, « Vidéo – CAN, Mondial 2030 : le Maroc mise gros, mais à quel prix ? », *Les Échos*, 9 janvier 2026.

4. Yasmina Asrarguis, « CAN 2025 : le soft power marocain remporte la coupe », *Le Nouvel Obs*, 20 janvier 2026.

5. Mohamed Ndiongue, « Jean-Baptiste Guégan : « la CAN 2025 au Maroc, un tournoi qui rompt avec les vieux récits » », *Le*

360, 26 janvier 2026.

6. *TelQuel*, « Le Maroc chiffre à 16 milliards de dirhams les recettes directes de la CAN 2025 », 26 janvier 2026.
7. Coline Renault, « « Ce n'est pas la Coupe d'Afrique des Arabes » : à la CAN, un match entre racisme et diplomatie », *Charlie Hebdo*, 15 janvier 2026.
8. *TelQuel*, art. cité.
9. Enzo Chatel, « « Enfer de Rabat », « scènes écœurantes », « vainqueur par chaos »... La presse internationale fustige la finale de la CAN Sénégal-Maroc », *Le Figaro*, 19 janvier 2026.
10. Jeanne Ville, « CAN 2025 : la presse africaine n'en finit plus de débattre des « scandales » qui ont émaillé la finale entre le Maroc et le Sénégal », *Le Monde Afrique*, 19 janvier 2026.
11. Ibid.
12. Leila Bouasria, « Une déception presque imparfaite : sociologie d'un après-match », *TelQuel*, 21 janvier 2026.
13. Yusra Abourabi, « Comment le Maroc est-il devenu une puissance africaine ? », *The Conversation*, 1^{er} mars 2021.